

LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : France, 3 m. 1 fr. 50; 6 m. 3 fr.; Un an, 6 fr.
Etranger, — 2 fr. — 4 fr. — 8 fr.

PARAISANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :

G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

17, rue du Croissant, Paris.

ANNONCES : au bureau du Journal

GALERIE SOCIALISTE INTERNATIONALE

Avec Karl MARX, le Socialiste commence au jour-d'hui une série de portraits et de biographies des principaux chefs du mouvement ouvrier en Allemagne, en Angleterre, en Danemark, en Belgique, en Suisse, en Autriche-Hongrie, en Hollande, en Espagne, en Italie et aux Etats-Unis.

Ce sera, sous une forme vivante et anecdotique, l'histoire de l'organisation et des luttes du prolétariat des Deux-Mondes, depuis l'avènement du socialisme scientifique.

CONTRADICTIONS OUVRIÈRES

Après une lutte de plusieurs semaines, vaincus par la faim — cette « vieille garde » du patronat — les tisseurs de Lyon ont dû subir une réduction de 20 0/0 sur les tarifs intervenus d'un commun accord, il y a quelques mois, entre fabricants et *fabriqués*.

Mais avant de mettre les pouces, dans une grande assemblée générale, ils ont, sous la forme de pétition, saisi les élus des 4 et 18 octobre, d'une double résolution ainsi conçue :

« 1° Pour éviter à l'avenir toute infraction aux engagements entre ouvriers et fabricants, la Chambre décide que tous les prix de façon, établis par les représentants autorisés des chambres syndicales ouvrières et des fabricants de tout ordre, auront force de loi devant les conseils de prud'hommes ;

« 2° Les syndicats réunis de patrons et d'ouvriers pourront seuls apporter des modifications aux prix discutés par les commissions légalement mandatées ».

Qu'il y ait là — comme l'écrit le *Temps* en se voilant la face — « une révolution d'une portée incalculable », ce n'est pas nous qui y contredirons. Ce qui est certain, c'est que, si inférieur qu'il soit au *minimum* légal des salaires que revendique l'art. 3 du programme électoral de notre parti ouvrier et qui devrait être « déterminé chaque année d'après le prix local des denrées par une commission de statistique ouvrière », le *modus vivendi* réclamé par les *canuts* peut seul garantir la bouchée de pain ouvrière contre les rognures frauduleuses des employeurs.

Ce n'est, en période capitaliste, que quand la loi sera intervenue pour marquer une limite à l'exploitation patronale, que sûrs, je ne dis pas du lendemain, mais du jour même, les exploités pourront ne pas mourir de leur travail.

En l'espèce les tisseurs lyonnais ne demandent dans l'ordre ouvrier que ce qui est — et a toujours été — de règle dans l'ordre commercial. C'est que la signature patronale apposée au bas des prix de main-d'œuvre soit aussi valable, aussi obligatoire que la même signature patronale apposée au bas d'un billet à ordre, et que les tarifs protestés, comme les billets protestés, entraînent la condamnation ou l'exécution des *faillis*.

Mais ce n'est pas sur ce côté de la question qu'il peut être utile de s'étendre dans le *Socialiste*. Ce qui frappe et ce qui mérite de retenir l'attention — c'est la contradiction flagrante qui existe entre la pétition en cause et le vote des pétitionnaires au 4 octobre.

Comment ! ils sont à Lyon trente, quarante, peut-être cinquante mille à se rendre admirablement compte de la nécessité de mettre la puissance publique comme un bouclier entre eux et leurs voleurs ? Et c'est à peine si dans tout le Rhône ils se sont trouvés, aux élections dernières, trois mille pour donner leurs voix à un programme et à des candidats qui réclamaient ce qu'ils réclament, qui voulaient ce qu'ils veulent !

Il ne dépendait que d'eux, en envoyant à la Chambre Bartolino — le Vaillant du Conseil municipal de Lyon, — Farjat, Brugnot et les autres hommes de leur parti, d'imposer en quelque sorte leurs conditions ! Et ils ont préféré fabriquer de leurs suffrages des députés bourgeois, patrons ou inféodés aux patrons, qu'ils invitent aujourd'hui à prendre leur défense — et qui ne la prendront pas !

Quelle cloison impénétrable existe donc dans le cerveau ouvrier, qui le coupe en réalité en deux, donnant lieu à deux hommes dans un seul, dont l'un à l'atelier, en matière de travail et de salaire, voit juste et va droit au but, et dont l'autre devant l'urne, appelé à faire acte politique, perd toute conscience

de ses intérêts qu'il livre à la classe ennemie, aux candidats de la classe ennemie !

Si quelque chose cependant n'est plus à démontrer après une expérience de près d'un siècle, c'est que, battus à l'avance sur le terrain de l'action privée ou du « libre contrat » où ils jouent le pot de terre fatalement brisé contre le pot de fer capitaliste, et obligés pour la faire aboutir de transporter la lutte dans le domaine politique ou gouvernemental, les travailleurs ne peuvent triompher qu'en devenant eux-mêmes le gouvernement.

Mais non. En dépit de l'évidence, ce n'est pas leur parti, ce ne sont pas des socialistes qu'ils mettent au pouvoir, ce sont des Ballue — quand ce ne sont pas des Lebaudy.

Nous désirons certes de toutes nos forces, qu'à défaut des élus bourgeois du Rhône, les Camélinat qui se sont réclamés de l'*Internationale* et de la Commune de Paris et les Basly qui se proclament « député ouvrier » prennent en mains la cause — et les revendications — des pauvres, pauvres canuts lyonnais. Mais s'il devait en être autrement, ces derniers — nous aurons le courage de l'écrire — n'auraient que ce qu'ils méritent.

Quand on est mouton et que l'on confie au loup la défense de sa laine et de sa peau, on se fait tondre et manger — et c'est bien fait.

Tu l'auras voulu, Georges Dandin !

Mardi dernier, réouverture de la comédie parlementaire avec les radicaux à la Clémenceau dans le rôle d'alliés ou de complices des opportunistes à la Spuller. Jusqu'à l'élection présidentielle — et vice-présidentielle, qui sait ? car après nous avoir promis la suppression de la présidence voici qu'il est question de doubler Grévy d'un sous-Grévy, toujours pour le bien de la République, — la consigne est de ne former qu'une seule majorité, également ministérielle et dont Ferry ne sera pas le moins bel ornement.

Les rôles d'opposants seront tenus exclusivement par la droite monarchique, qui aura ainsi le bénéfice de toutes les propositions populaires, depuis la mise en accusation du *Tonkinois* jusqu'à l'évacuation du Tonkin.

C'est plusieurs centaines de mille voix que gagneront à ce jeu les conservateurs, autrement dit la majorité au prochain scrutin ; mais la dissolution — à laquelle on n'échappera pas — sera, on l'espère du moins, reculée ainsi de quelques mois.

Et c'est là l'important. Entre la dissolution ajournée de la Chambre et la dissolution certaine de la République, nos républicains bourgeois n'ont pas hésité.

Ils ont opté pour la dissolution de la République. « Avant tout ne lâchons pas nos bancs ! » — Les moules !

M. Albert de Mun essaye de remettre à flot le socialisme chrétien coulé à fond depuis bien des années ; s'il ne veut pas que l'on confonde son socialisme de sacrifice avec le socialisme du radicalisme, et qu'on le prenne pour une duperie, il devrait commencer par obliger ses amis catholiques, les Chagots et autres cagots, à rétablir dans leurs ateliers le repos du dimanche et des jours fériés.

Du temps que le Dieu catholique et le roi légitime régnaient en France, avant 1789, les ouvriers jouissaient de toute leur liberté le dimanche et les jours fériés qui étaient au nombre de 25 ; ils étaient donc libérés de leurs travaux forcés 90 jours par an, ou un jour tous les quatre jours et demi. L'Etat et l'Eglise veillaient à la stricte observation de ces jours de repos. Mais, depuis que le régime bourgeois a remplacé l'ancien régime, les patrons, libres-penseurs ou catholiques, monarchistes ou républicains, ont aboli les jours fériés et infligent le travail le dimanche.

Statistique démographique

M. de Nadaillac vient de traiter la question de l'affaiblissement progressif de la natalité en France. Il emprunte au docteur Bertillon la moyenne des naissances pour 10,000 habitants et par période décennale.

Cette moyenne était de	1770 à 1780	de 380
»	1801 — 1810	— 325
»	1811 — 1820	— 316
»	1821 — 1830	— 309
»	1831 — 1840	— 289
»	1841 — 1850	— 274
»	1851 — 1860	— 267
»	1861 — 1868	— 264
»	1869 — 1880	— 245

La diminution, on le voit, est constante ; depuis le commencement du siècle, la moyenne des naissances annuelles pour 10,000 habitants est tombée de 325 à 245.

Donc, à mesure que la civilisation capitaliste s'implante et se généralise en France, la force reproductrice de la race diminue.

Le nombre des mariages est aussi en décroissance : la moyenne des cinq dernières années : 1879, 1880, 1881, 1882 et 1883 a été de 281,376 ; cette moyenne est inférieure à toutes les moyennes précédentes.

Durant trois années, de 1880 à 1882, les décès ont excédé les naissances dans 40 départements, près de la moitié de ceux qui forment le territoire de la France. De 1872 à 1876, ces départements étaient au nombre de 17.

Ainsi, à partir de 1880, c'est-à-dire dès le commencement de la crise que nous traversons, les mariages diminuent et l'excès des décès sur les naissances augmente. Voilà les magnifiques résultats de la morale et de l'ordre bourgeois !

JUSTICE !

Lorsque, à la suite d'un véritable scandale, le comité de M. Bonnet-Duverdier voulut se servir de la démission en blanc qui lui avait été remise par son élu, il se heurta à un *non volumus* absolu du président de la Chambre, lequel refusa de déclarer vacant le siège du *démissionnaire malgré lui*.

L'autorité préfectorale n'a pas eu de ces scrupules dans le cas des citoyens Boulé et Desfarges, conseillers prud'hommes ouvriers, victimes de la plus odieuse des fraudes. Boulé et Desfarges avaient, eux aussi, remis leur démission en blanc à un comité de surveillance. C'était — ils le croyaient du moins — une garantie pour leurs électeurs. Cette garantie devait tourner contre ces derniers qui, trois fois convoqués par le comité de surveillance en puissance des broussistes, se prononcèrent par trois fois à une énorme majorité en faveur de leurs élus auxquels ils déclarèrent maintenir leur confiance.

Au mépris de ce triple vote, abusant du papier qu'ils avaient en main, les broussistes du comité de surveillance envoyèrent à la préfecture la démission des citoyens Boulé et Desfarges — et cette démission a été acceptée.

Elle a été acceptée parce que dans leur judicature Boulé et Desfarges avaient toujours fait leur devoir de socialistes ; parcequ'ils génaient terriblement les patrons et que toute occasion — si déloyale fût-elle — devait être mise à profit pour débarrasser le champ des tripotages patronaux de surveillants aussi incommodes.

Nos dirigeants bourgeois, et leurs complices broussistes, en seront d'ailleurs pour leur commune et inutile coquinerie.

Dimanche, 15, doivent avoir lieu les élections partielles triennales qui porteront également sur les deux sièges ainsi frauduleusement vacants. Boulé et Desfarges seront réélus à une écrasante majorité. Nous en avons pour garantir l'indignation des travailleurs des deux catégories — qui se sont sentis atteints à travers leurs deux fidèles et dévoués conseillers et qui sauront faire justice.

Lundi dernier, a comparu pour la troisième fois devant la 10^e chambre correctionnelle (l'affaire ayant dû être remise deux fois successivement) le citoyen Odin, rédacteur-gérant de ce vaillant petit organe socialiste, le *Réveil des petits Employés*, qui était poursuivi pour diffamation à la requête d'une feuille malpropre le *Facteur des postes*. C'est le sieur Bartholon qui présidait l'audience.

Après le bafouillage du sieur Thénard, avocat du *Facteur des postes*, et la plaidoirie de M^e Viardot qui défendait le *Réveil des petits Employés*, le tribunal a condamné le citoyen Odin à 100 fr. d'amende et 300 fr. de dommages-intérêts, et le gérant du *Facteur des postes* aux dépens.

Le *Réveil des petits Employés* qui a été forcé de cesser sa publication par suite de cet inqualifiable procès, va bientôt avoir pour successeur le *Réveil des Exploités*, organe de ceux qui souffrent. Pour tous renseignements, écrire au citoyen Alain Gouzien, à l'administration du *Réveil des petits Employés*, 92, rue Rochechouart, Paris.

CERCLE D'ÉCONOMIE SOCIALE

A la demande d'un grand nombre de ses lecteurs, le *Socialiste* s'occupe de la création d'un *Cercle d'économie sociale* dans lequel, comme sur un terrain neutre, pourront se rencontrer, avec les socialistes des diverses écoles, tous les hommes de bonne volonté.

Nous indiquerons dans notre prochain numéro le jour et l'heure de la première réunion préparatoire.

LE PROLÉTARIAT INTELLECTUEL

Les républicains bourgeois, pour faire oublier les réformes qu'ils avaient promises et qu'ils ont négligé de réaliser, s'écriaient avec orgueil : la République répand l'instruction ; elle la donne avec autant de générosité qu'elle met des impôts. Mais voilà qu'ils commencent à chanter sur un autre ton. M. Goblet, un ministre républicain, presque radical, dans un de ces derniers discours s'inquiétait « des périls que cette diffusion de l'instruction allait faire courir à l'ordre social. » Il y a longtemps que des bourgeois bien posés et bien pensants, entre autres M. P. Leroy-Beaulieu, avaient signalé le danger de cette masse de déclassés instruits qui, à un moment donné, pouvaient devenir d'autant plus enragés contre la société marâtre, que leurs espérances et leurs prétentions étaient plus exaltées. Ainsi, les gouvernants républicains et les économistes du libre échange en sont arrivés à l'opinion des catholiques en matière d'instruction. La science est chose dangereuse qu'il faut distribuer parcimonieusement. Les socialistes sauront maintenant ce que vaut l'amour des bourgeois républicains pour l'instruction.

Le Goblet et les Beaulieu ont raison : il se crée dans le sein de la société actuelle un prolétariat intellectuel, une classe d'hommes intelligents et instruits n'ayant pour toute propriété au soleil que leur force cérébrale qu'ils doivent vendre, comme l'ouvrier manuel vend sa force musculaire, au mois, à la semaine ; ils sont donc condamnés à tous les hasards et à toutes les misères de l'exploitation capitaliste. Le nombre de ces prolétaires de l'intelligence va s'accroissant tous les jours, et il est certain qu'ils deviendront des facteurs de trouble et de révolution. Mais les Goblet et les Beaulieu, tout ministres et académiciens qu'ils sont, pourront monter sur les toits et crier casse-cou ! — ainsi que des Cassandre, ils parleront à des sourds.

Le clergé catholique, du temps de sa toute puissance, au moyen âge, était logique quand il fulminait des anathèmes contre les sciences naturelles, ces inventions du diable ; le clergé voulait se réserver le monopole de la science dont il appréciait l'utilité comme instrument de domination, et il s'empressait d'incorporer dans ses rangs tous les hommes instruits de l'époque. Les bourgeois qui, de nos jours, pérorant contre l'instruction, sont tout simplement des imbéciles qui ne comprennent pas les nécessités économiques de la société dans laquelle ils vivent. Qu'elle le veuille ou non, la société capitaliste est condamnée à donner l'instruction gratuite, à créer un nombreux prolétariat intellectuel, dut-elle en mourir !

Les philanthropes, ces jésuites du Dieu Cent-Sous, ont voulu faire accroire que l'amour le plus désintéressé du peuple et de la science animait les bourgeois quand ils établissaient la gratuité de l'instruction, quand ils fondaient des écoles de chimie et de physique, d'art et manufactures, d'agriculture, des collèges et des lycées pourvus de bourses destinées aux enfants des ouvriers se distinguant par leur intelligence et leur assiduité au travail. Rien de plus jésuitiquement calculé que ce sublime désintéressement.

La grande industrie moderne a besoin d'un prolétariat intellectuel et d'un prolétariat manuel. Il lui faut des troupeaux de manœuvres, d'ouvriers dépourvus de toutes connaissances techniques, apprenant en quelques heures ou quelques semaines au plus les mouvements automatiques qu'ils doivent exécuter : ce ne sont plus des hommes mais des bras, — le patron anglais ne dit pas : j'emploie tant d'ouvriers, mais tant de mains (hands), — en effet, ils ne doivent plus se servir de leur cerveau, ils sont annexés, rouages de chair et d'os, à un mécanisme de fer et d'acier qui commande tous leurs mouvements : c'est la machine qui possède l'intelligence et l'habileté techniques que possédait autrefois l'artisan. Mais pour conduire cet outillage de fer et de chair humaine, il faut aussi une élite intelligente composée de mécaniciens, d'ingénieurs, de chimistes, d'électriciens, d'agronomes, de directeurs, d'administrateurs, de contre-maîtres.

Tant que les salariés intellectuels étaient peu nombreux, ils pouvaient coter haut leur force cérébrale, ce qui désespérait le patron. Le remède à ce mal qui frappait leur bourse, l'endroit où les capitalistes mettent leur cœur, était connu depuis longtemps : fabriquer plus de capacités qu'il n'existe d'emplois pour les caser ; créer une surproduction d'ouvriers intellectuels, afin de les faire battre entre eux à qui se vendra meilleur marché. Cette gratuité de l'instruction que les philanthropes vantent si haut, ces bourses données avec tant d'ostentation n'ont été instituées que dans le but unique d'abaisser la valeur marchande des ouvriers intellectuels. Tout est marchandise aujourd'hui, le pucelage des jeunes filles,

l'honnêteté des caissiers, les connaissances mathématiques des ingénieurs, la force musculaire des manœuvres, tout cela se vend comme des pommes de terre, du calicot ou de la poudre. Quand la récolte a été mauvaise, le prix des pommes de terre monte et il baisse quand elles encombrent le marché ; il en est de même pour les ouvriers, quand ils sont rares on les paye cher, quand ils sont abondants on les paye bon marché.

La ville de Paris, en établissant l'école gratuite de chimie et de physique, a suivi l'exemple donné par les Dollfus, les Koehlin de Mulhouse ; ces intelligents exploités de la classe ouvrière ayant besoin de dessinateurs, de chimistes et d'hommes instruits pour le travail de leurs fabriques, fondèrent avec les deniers qu'ils avaient volés à leurs salariés, des écoles où ils envoyaient les enfants d'ouvriers doués d'aptitudes spéciales. Ils fabriquaient ainsi et à peu de frais les ouvriers intellectuels nécessaires à leurs exploitations. Cette conduite habile leur mérita le titre de philanthrope et de père des ouvriers. — Il y a à peine trois ans que l'école de chimie de la municipalité de Paris existe et elle a déjà donné des résultats : le prix des chimistes a baissé.

Aujourd'hui un patron peut se procurer des jeunes gens au courant des délicates manipulations du laboratoire et possédant de solides connaissances théoriques, pour la modeste somme de 150 ou 200 francs par mois. Les patrons de province qui ont encore certaine difficulté à remplacer leurs chimistes, se conduisent assez déceimement avec eux ; mais ceux de Paris les traitent avec une grande désinvolture, les rudoyant et les renvoyant avec un sans gêne superbe ; par dieu, ils sont sûrs de trouver sur la place plus de chimistes qu'ils n'en ont besoin.

Ce que nous disons des chimistes peut s'appliquer aux ingénieurs, aux agronomes, aux professeurs, aux instituteurs et institutrices, aux artistes, en un mot à tous les prolétaires intellectuels ; ils ont été fabriqués en si grande quantité que leur valeur vénale a considérablement diminué, tellement que bientôt les patrons les acheteront au prix des manœuvres. C'est ainsi que les capitalistes témoignent du respect qu'ils ont pour l'intelligence. Mais la société capitaliste périra de son mépris pour le prolétariat intellectuel.

Ces hommes que la société arme de toute la science moderne, dont elle force l'intelligence dans la serre chaude de la gratuité, qu'elle n'incorpore pas dans les rangs de ses privilégiés, ainsi que le faisait le clergé catholique, mais qu'elle traite avec la même rudesse que les autres salariés, ces hommes qui, aujourd'hui, sont les plus soumis des salariés aux volontés du maître, qui regardent de haut leurs compagnons de chaîne aux mains calleuses, qui s'éloignent du parti ouvrier et qui sont les caudataires du radicalisme et des autres partis bourgeois, quand ils auront été bourrés de coups de pied, finiront par se convaincre que, malgré leur chapeau gibus et leur diplôme, ils ne sont que des salariés, que des serfs du capital ; que leurs connaissances scientifiques ne les empêchent pas de crever de faim ; alors la rage envahira leur cœur, ils deviendront des fermentes de discorde et d'agitation qui feront bouillonner les colères sociales ; ils mettront alors au service du mouvement révolutionnaire la science que la société a été obligée de leur donner. Les prolétaires de l'intelligence appartiennent de droit au parti de la révolution.

Les jésuites firent l'éducation des Diderot, des Voltaire et des révolutionnaires de la grande époque qui devaient démolir théoriquement et pratiquement la société aristocratique. Les capitalistes, pour les besoins de leur exploitation, créent le prolétariat intellectuel qui mettra au tombeau la société bourgeoise.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Paris. — Le Conseil municipal n'a pas été long à donner non pas un coup, mais deux coups de barre à gauche. Dès sa première séance il a refusé de prononcer l'urgence sur une proposition de notre ami Vaillant ainsi conçue : « Le Conseil émet le vœu que la Chambre vote tout d'abord l'amnistie pleine et entière de tous les citoyens condamnés pour causes politiques, qu'elles aient ou non été qualifiées crimes et délits de droit commun. »

Ce serait « amnistier le ministre Ferry », s'est écrié jésuitiquement M. Michelin, trop avisé pour ne pas savoir que le Tonkinois ne sera pas mis en accusation, mais heureux de trouver un prétexte pour garder en prison Louise Michel, Bernard et autres soldats de la Révolution.

Deux jours plus tard, le même Conseil s'est imaginé — pour la première fois depuis que Paris possède un Conseil élu — de délivrer un brevet de républicanisme à un

préfet de police. Et quel préfet ? Le Gragnon encore rouge des derniers massacres du Père-Lachaise !

Vaillant — toujours sur la brèche — venait de dénoncer les attentats policiers qui ont marqué l'enterrement d'Antoine Arnaud ; il avait rappelé les agents se ruant le sabre nu sur une écharpe rouge placée en travers d'un cercueil et qu'aucune loi n'interdit. L'abus de pouvoir était donc flagrant. Et c'est à cette occasion que dans deux ordres du jour — un seul ne suffisait pas, paraît-il — la majorité radicale du Conseil a « fait appel aux sentiments républicains de la préfecture de police. »

Le prolétariat parisien s'en souviendra !

— Il existe une tendance à une moindre inégalité des conditions, clament dans de gros bouquins indigestes les Paul Leroy-Beaulieu du Collège de France. La misère est un fait qui va tous les jours diminuant, répètent tous les jobards et les roubards de la bourgeoisie.

Or, à ces idioties, voici ce que répondent les chiffres — c'est-à-dire les faits :

Le nombre des personnes qui, pour ne pas mourir littéralement de faim, ont dû passer par les bons de pain, aussi humiliants qu'insuffisants, de l'Assistance publique, était de 383,000 en 1882.

En 1884 il montait à 400,000.

En 1885 il atteindra 465,000.

Soit une augmentation en trois ans de 87,000 ou de plus de 25 0/0.

Et cependant loin de s'accroître de ses 50,000 habitants en moyenne par année, Paris, dès 1884, a vu sa population diminuer de 6,000 habitants.

Jamais le paupérisme n'avait, en moins de temps, fait de progrès aussi effrayants.

Alais. — Un coup de balai s'il vous plaît, tel devrait être le cri poussé par tous les républicains. Après l'échec subi dans notre ville, nous nous demandons si la municipalité persistera à refuser de procéder à un nettoyage complet des débris réactionnaires qui encombrent les bureaux des services municipaux.

Il est aujourd'hui prouvé que la moitié de nos employés sont hostiles aux institutions républicaines, pendant que d'autres, fanatiques jusqu'à l'excès d'une personnalité qui a pu leur rendre des services, se sont livrés en public à la plus honteuse des propagandes. La reconnaissance qu'ils devaient à M. Malzac, candidat malheureux, a-t-il pu leur faire oublier le plus sacré de leurs devoirs, ou bien obéissaient-ils à un sentiment de haine et de basse vengeance, ce qui démontrerait chez eux certaines qualités bonapartistes. Quoi qu'il en soit, le fait est exact, nous avons dans les mains le dossier de ces trop zélés fonctionnaires que nous promettons d'exécuter en public, si toutefois nos plaintes restent sans effet. Nous nous sommes promis de faciliter à la municipalité sa tâche en lui fournissant les renseignements nécessaires sur chacun des employés incriminés.

Que le maire n'hésite point à frapper, et si son action était paralysée, son devoir est tout tracé : qu'il dénonce au parti républicain ceux de ses élus qui persisteraient à couvrir de leur protection des employés réactionnaires.

Quant aux élus du parti ouvrier, leur rôle sera d'exiger cette mesure, le plus tôt et le plus complètement possible, soit au sein du Conseil municipal, soit par la presse, et au besoin par les réunions publiques.

FRÉDÉRIC LALAUZE.

Le Havre. — L'Union ouvrière, — ainsi appelée parce qu'elle ne comprend que des ouvriers s'unissant avec les patrons contre leurs camarades de travail et de misère, — vient de banqueter en l'honneur du sieur Lyonnais, qui son anti-socialisme avait fait juger digne de figurer sur la liste des grands exploités à la Waddington et qui a décroché à ce prix la timbale législative.

Au dessert, le nouveau député a exposé son programme qui tiendrait dans le pas du plus borné des opportunistes : Abrogation de l'article 4 de la loi sur les syndicats, qui exige le dépôt aux mairies du nom des administrateurs ; transformation du ministère du commerce en ministère du commerce et de l'industrie, avec une commission supérieure du travail composée de députés, de sénateurs et de leurs valets ; et médicaments fournis gratuitement par les communes aux empoisonnés, estropiés et autres épuisés du patronat. C'est là tout. M. Tolain lui-même trouverait que c'est trop peu.

Entre temps, le Lyonnais qui, parce qu'il est arrivé à la Chambre en mendiant les voix patronales, s'imaginerait que la mendicité conduit à tout, s'est proclamé partisan à outrance de « l'union entre tous les facteurs de la production. »

Et nous donc, Monsieur le farceur, est-ce que notre collectivisme ou notre communisme n'est pas cette union du capital et du travail sous la seule forme où elle soit possible : les travailleurs possédant socialement, en commun, le capital de production et d'échange ?

Tandis qu'avec le capital individualisé, possédé exclusivement par ceux qui ne travaillent pas et mis en valeur par ceux qui travaillent sans le posséder, l'antagonisme s'impose. C'est la guerre sociale en permanence, que les unionistes à la Lyonnais entretiennent, attisent sous prétexte de n'en pas vouloir.

Absolument comme le médecin qui laisserait faire la fluxion de poitrine qui lui livrerait le malade à tuer, en se refusant à la reconnaître — pour la traiter.

Lyon. — La crise que subit en ce moment l'industrie du tissage est une crise qui peut rivaliser avec celle de 1831-1832. Seulement les malheureuses victimes de cette crise se résignent aujourd'hui plus facilement.

Les tisseurs ont donné mandat à l'Union des syndicats du tissage de traiter au mieux des intérêts de la corporation et de se préparer pour le relèvement des tarifs

dont les tisseurs, pour le moment, acceptent la diminution.

Les journaux opportunistes ont félicité les syndicats de leur adhésion à la baisse des salaires imposée par les négociants, de ce qu'ils appellent leur sagesse. Mais les négociants n'ont pas plus donné d'ouvrage cette semaine que les semaines précédentes. Le conflit que l'on croyait évité pourrait bien avant peu éclater plus fort que jamais.

Reims. — Nous recevons la lettre suivante; nous désirons que l'appel qu'elle contient soit entendu.

Citoyens,

Nous vous adressons ces quelques lignes pour vous faire connaître notre malheureuse situation. Tous les exploités de l'usine Rogelet et C^{ie} ont cessé leur travail, ne voulant pas accepter la réduction de 20 0/0 qui nous est imposée sur notre salaire.

Citoyens,

Nous comptons sur votre concours.

Le secours que vous nous enverrez, si faible soit-il, nous viendra en aide; car nous avons la ferme résolution de résister et de ne rentrer qu'à la dernière extrémité.

Recevez nos saluts fraternels.

Tout à vous et à la révolution sociale.

Le Comité,
THONVILLE, CLOES.

Le secrétaire,
A. PÉNICOT.

Permanence du comité chez le citoyen Heitz, rue des Romains, 13.

— Encouragés par les sabres et les revolvers des gen-

darmes que la République Brisson-Clémenceau met généreusement à leur service, les fabricants organisent à plaisir la famine ouvrière. Après l'usine Rogelet, c'est l'usine Pierrard frères qui vient de réduire les salaires de 10 0/0.

Les travailleurs atteints, au nombre de 400, ont immédiatement suspendu le travail.

ETRANGER

Angleterre. — L'*Economiste* de Londres nous décrit, dans un de ses derniers numéros, la situation précaire des Trades-Unions et des sociétés de secours mutuels (*Friendly Societies*). Sur 6167 associations de secours mutuels enregistrées il n'y en a que 1537 qui sont en état de satisfaire à leurs engagements. Les autres 4630 ont un déficit annuel de 5.154.000 livres sterling (128.900.000 fr.)

Mais il ne faut point croire que ce résultat provienne d'une mauvaise administration, les causes en sont ailleurs. D'abord ce sont les bas salaires qui ne permettent pas à l'ouvrier de payer régulièrement ses cotisations, ensuite vient la crise générale avec ses chômages; enfin les caisses de secours pour maladie sont beaucoup plus mises à contribution aux époques de crises que pendant les temps prospères.

L'*Economiste* fait de l'esprit en conseillant à ces sociétés d'élever les cotisations mensuelles des membres, et cela dans un moment où le revenu de l'ouvrier devient de plus en plus petit. C'est justement le contraire qui va arriver, ces sociétés seront forcées de baisser les primes de secours pour pouvoir au moins sauver leurs membres de la maison de charité (workhouse). Il faut espérer que

ces mutuellistes comprendront enfin que ce n'est pas par des économies sur leur maigre salaire qu'ils se sauveront de la misère, mais en mettant fin à l'exploitation capitaliste.

Danemark. — La monarchie danoise qui fait épouser des princesses d'Orléans à son héritier présomptif est comme la monarchie de Charles X, à couteaux tirés avec la représentation nationale depuis longtemps. Comme Charles X de France, Christian de Danemark vient d'avoir recours à des Ordonnances ne laissant rien subsister de la liberté de la presse et du droit de réunion. L'émotion est grande à Copenhague. C'est la révolution à brève échéance, révolution qui ne peut qu'être précipitée par la grève nouvelle qui nous arrive: hier le député démocrate-socialiste Holst — dont nous publierons prochainement le portrait et la biographie — a été enlevé par la police à la suite d'un assemblé populaire dans laquelle il avait courageusement dénoncé un gouvernement usurpateur.

Hongrie. — L'absorption de la petite propriété des paysans par la grande propriété foncière n'est pas un phénomène local ou national, elle se produit partout où le système capitaliste pénètre. La statistique agraire de la Hongrie nous le montre clairement. Une statistique officielle publiée en 1884, prouve que les charges les plus lourdes pèsent précisément sur les plus petites propriétés foncières. Ainsi une propriété de 10 arpents paye en moyenne un impôt de 60,18 florins (120 fr. 30 c.) par arpent; une propriété de 20 arpents paye un impôt de 26,66 florins (53 francs 32) par arpent; une propriété de 200 à 1.000 arpents un impôt de 23 florins (46 fr.). Ces lourds impôts ruinent et anéantissent les petits propriétaires.

GALERIE SOCIALISTE INTERNATIONALE

KARL MARX

I

Karl Marx et Frédéric Engels sont les deux théoriciens du parti socialiste allemand, et c'est dans leurs écrits que les socialistes des deux mondes puisent leurs idées positives sur l'évolution économique de la société capitaliste et sur l'avènement nécessaire de la société communiste, dont les éléments matériels et intellectuels s'élaborent dans le sein même de la société existante.

Les socialistes de la première moitié du siècle assistaient à la formation de la classe capitaliste; son développement marchait de pair avec les progrès de la grande industrie mécanique et du grand commerce; le cœur navré et l'intelligence troublée, ils contemplaient les souffrances populaires qui accompagnaient ces phénomènes sociaux. On était alors au début de cette période de misères et de douleurs prolétaires, qui, aujourd'hui, est arrivée à son apogée. Affolés et incapables de discerner dans la société capitaliste incomplètement développée les remèdes aux maux sociaux, et de découvrir les éléments de la société communiste de l'avenir, les penseurs socialistes ne pouvaient que maudire et condamner en bloc la société existante et élucubrer dans leur tête des sociétés modèles, des phalanstères, des Icaries; alors naquirent les idéales constructions sociales de Saint-Simon, de Charles Fourier et de Robert Owen, si fantastiques, mais si remplies de vues géniales. Ces grands hommes repoussaient du pied, comme chose vile, le monde réel et transportaient leurs disciples dans le monde féérique de l'imagination et de l'utopie.

La Révolution française avait fait naître des espérances immenses: les philosophes et les politiciens avaient prédit que le règne de l'Égalité, de la Fraternité et de la Liberté allait commencer, et les socialistes constataient avec désespoir que la Révolution n'avait su qu'empirer le sort déjà si malheureux de la classe ouvrière. Ils renièrent la Révolution et condamnèrent tout mouvement insurrectionnel. Au lieu d'en appeler aux sentiments révolutionnaires des prolétaires, ils s'adressèrent à la philanthropie et à la générosité de la bourgeoisie. Ils croyaient que la transformation sociale devait se faire par en haut, par les classes privilégiées. Ce caractère pacifique et aristocratique fut une des principales causes de la faveur que rencontra le socialisme utopique auprès des classes possédantes. Saint-Simon, Fourier, Cabet comptaient parmi leurs disciples une élite de la classe bourgeoise, des hommes qui, dans la suite, occupèrent de hautes positions sociales, tels que Pereire, Infantin, d'Eichthal, etc.; le duc de Kent, le père de la reine d'Angleterre, était un ardent partisan de Robert Owen. Lorsque la reine Victoria monta sur le trône, la première personne qu'elle voulut recevoir fut le grand communiste. La presse bourgeoise trouva extraordinaire cet honneur: mais Owen répondit fièrement que c'était lui, vieillard à cheveux blancs, qui avait honoré une jeune fille de seize ans en la visitant.

L'illusion des socialistes de cette époque était si complète, que Fourier cherchait des banquiers pour lui fournir les capitaux nécessaires à la fondation de son phalanstère qui, une fois réalisé, convertirait les peuples de l'univers. Owen eut l'idée, encore plus fantastique, de convoquer en congrès les souverains d'Europe à Aix-la-Chapelle, la capitale de l'empire carlovingien, afin de leur exposer son plan de réformes sociales, qu'ils se char-

geraient ensuite de mettre en pratique dans leurs royaumes.

Marx, né le 5 mai 1818, est entré dans le mouvement socialiste aux environs de l'année 1843-44. Fils d'un homme imbu des idées du dix-huitième siècle et admirateur de la France, de sa littérature et de sa philosophie, il se passionne pour la Révolution française dont il songe un instant à écrire l'histoire; mais la lecture des socialistes français et anglais le lance dans une autre voie, dans l'étude des questions sociales.

Marx ne tarde pas à envisager le problème social à un autre point de vue que ses initiateurs. Il pensait que les prolétaires n'étaient pas des esclaves qui devaient tenir leur affranchissement de la mansuétude et de l'intelligence de leurs maîtres, mais des hommes libres qui devaient s'affranchir par eux-mêmes. Dans le *Manifeste communiste de 1847*, que nous venons de publier, il affirme nettement cette pensée; et c'est encore Marx qui devait inscrire en tête des statuts de l'Internationale cette fière déclaration: **L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS DOIT ÊTRE L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES.**

Au lieu de croire, ainsi que Fourier et Saint-Simon, que l'on pouvait harmoniser les intérêts du capital et du travail, il considère que l'émancipation du prolétariat ne se fera que par la destruction de la bourgeoisie en tant que classe dominante. Marx a été appelé par ses adversaires le *chevalier de la lutte des classes*; il est, en effet, le premier philosophe qui ait reconnu et proclamé que la lutte des classes était le grand moteur de l'histoire depuis que l'humanité était sortie du moule communiste primitif. Aucune conciliation n'est possible entre les classes; elles s'entre-dévoient. Bien avant Darwin, dès 1847, dans le *Manifeste communiste* et dans la *Misère de la Philosophie*, Marx fait de la lutte pour l'existence des individus d'une même classe et des classes entre elles, la condition du développement social. En complète opposition avec les socialistes de la première moitié du siècle, Marx affirme que la question sociale ne se résoudra pas à l'amiable, mais par la force révolutionnaire. « La force est l'accoucheuse des sociétés, » disait-il.

Quand, en 1844, à peine âgé de 26 ans, Marx entra dans le mouvement socialiste, la situation politique et sociale était bien différente de celle des premières années du siècle. La bourgeoisie, en France et en Angleterre, avait triomphé des dernières résistances de l'aristocratie, et était devenue la classe dominante. Mais en face d'elle s'était dressée une nouvelle classe, le prolétariat, qui, au temps de la Révolution commençait à se former, mais qui maintenant était assez puissante pour se constituer en Angleterre en parti politique (le Chartisme), et pour mettre en péril l'existence de la bourgeoisie dans les deux pays.

Mais ces deux classes, le prolétariat et la bourgeoisie, ne s'étaient ainsi développées que parce que les conditions économiques de la société s'étaient transformées complètement: l'industrie mécanique et le grand commerce se substituaient partout à la petite industrie et au petit commerce, et la finance moderne centralisait les capitaux dans de grandes institutions de crédit. Le monde économique offrait à l'observateur socialiste un nouveau champ d'étude: les solutions au problème de la misère sociale, que les Fourier et les Owen n'avaient pu découvrir dans leur milieu économique incomplètement développé, il était maintenant possible de les trouver; Marx sut le comprendre.

Au lieu de rêver des mondes nouveaux, il se consacre à l'étude patiente du monde existant qu'il démonte pièce à

pièce. Les socialistes, ses prédécesseurs, traitaient les économistes, Ricardo, Quesnay, Galiani, comme des découvreurs dont il ne fallait tenir nul compte; Marx, au contraire, les considère comme des analystes du milieu économique où ils avaient vécu; comme des maîtres qu'il fallait continuer, tout en profitant de leurs enseignements et de leurs découvertes. Envisager de la sorte l'étude des problèmes sociaux, c'était transformer le socialisme; c'était le transporter des nuages de l'utopie dans le domaine de la science positive.

Là est le grand mérite de Marx comme socialiste, car, dans cette trop courte notice biographique, nous sommes obligés de négliger son rôle comme philosophe et comme historien. Il est celui qui a démontré qu'il ne fallait pas s'épuiser le cerveau à bâtir des châteaux en Espagne dont l'humanité n'aurait qu'à prendre possession pour trouver le vivre, le coucher et le reste, puisque le monde existant portait dans ses flancs le monde nouveau. Ainsi, au lieu de divaguer sur l'organisation du travail à créer, comme Louis Blanc, il prouve que le travail est organisé d'une manière savante dans chaque atelier, et qu'il ne s'agit que de perfectionner cette organisation, de la généraliser et de l'étendre à toute la société.

Marx et Engels ont fait du socialisme une science dont toutes les théories sont basées sur la plus exacte observation des phénomènes existants. La chimie, la physique et toutes les sciences ont passé par les mêmes phases que le socialisme; ce n'est qu'après une longue élaboration qu'elles sortent du domaine de la fantaisie et de l'imagination, pour entrer dans celui de l'observation patiente et de la déduction positive.

II

Karl Marx ne se borna pas à être un savant pour lequel la science est un précieux breuvage que quelques élus seuls sont appelés à déguster dans des recoins mystérieux. La science, pour lui, n'était digne de passionner l'intelligence humaine que si elle se consacrait au bonheur de l'humanité, que si elle sortait des laboratoires et des cabinets d'études pour se transformer en applications pratiques et se répandre dans les foules. Marx, cet homme à la science encyclopédique, fut aussi un des plus grands propagandistes du siècle. Les vicissitudes de la politique le chassèrent de son pays natal et le ballottèrent de pays en pays; mais partout où le sort le jetait il prenait part au mouvement. « Je suis un citoyen du monde; là où je me trouve, j'agis » disait-il.

« La connaissance d'une langue étrangère, répétait-il, est une arme nouvelle pour le combat de la pensée. » Il lisait toutes les langues européennes et il en écrivait trois, l'allemand, l'anglais et le français à exciter l'admiration des connaisseurs.

En 1842, âgé de 24 ans, il fonde la *Gazette Rhénane* avec les chefs des libéraux rhénans, Kamphausen et Hansemann (1), et commence contre le gouvernement de la Prusse la guerre qu'il mena toute sa vie. La *Gazette* supprimée en 1843, il profite de ce moment de loisir pour épouser Jenny de Westphalen, la compagne de son enfance, celle qui, pendant sept ans, fut sa fiancée, et qui,

(1) « Depuis, Kamphausen est devenu ministre des finances en Prusse sous Bismarck, et Hansemann fondateur de la *Diskonto Gesellschaft* à Berlin, le Crédit Mobilier de la Prusse, écrit M. Gabriel Ardant dans son étude sur le *Communisme et le Gouvernement en Allemagne*. (Le *Correspondant*, 25 octobre 1885.) Tous les deux bien inférieurs à Marx par le savoir, le talent et le caractère sont morts millionnaires, couverts de décorations et d'honneurs, tandis que Karl Marx mourut réfugié politique sur la terre étrangère. »

